

Les Français et le service public local

<https://www.ipsos.com/fr-fr/les-francais-et-le-service-public-local-0>

Ipsos – octobre 2018

Ipsos et l'Association des Administrateurs Territoriaux de France (Aatf) ont mené la deuxième édition du baromètre du service public local, une enquête miroir auprès du grand public et des agents de la fonction publique territoriale. Cette étude vise à mesurer l'attachement de ces 2 populations au service public local, leur souhait de réformer les politiques publiques des collectivités locales ainsi que d'identifier les moyens de faire évoluer le statut de la fonction publique territoriale.

Des Français toujours attachés aux fonctionnaires territoriaux, qui apprécient globalement les services dont ils bénéficient

Cette deuxième vague du baromètre du service public local confirme l'attachement que portent les Français aux fonctionnaires territoriaux. 79 % du Grand public déclarent ainsi faire davantage confiance aux collectivités locales plutôt qu'à l'Etat (21 %). Ils sont par ailleurs 68 % à avoir une bonne opinion des fonctionnaires territoriaux, tandis qu'une majorité a une mauvaise opinion des fonctionnaires d'Etat (54 %). L'échelon local reste donc un échelon privilégié pour les Français.

Sur les prestations et les services fournis au niveau local, le Grand public fait part d'une certaine satisfaction bien que celle-ci ne soit que peu marquée. Plus précisément, 80 % des répondants considèrent que d'une façon générale les collectivités territoriales fournissent des prestations et des services de qualité ; mais seulement 11 % sont tout à fait d'accord avec cette idée. Un niveau de satisfaction similaire à celui qui est mesuré lorsqu'ils sont consultés en tant qu'usagers : 79 % sont satisfaits (dont 8 % tout à fait satisfaits) de la qualité des services dont ils bénéficient.

Attention toutefois, il existe un réel risque de « rendez-vous manqué » entre les fonctionnaires territoriaux et le Gouvernement

Enseignement majeur de cette enquête, désormais plus d'un fonctionnaire territorial sur deux estime que les services et les prestations proposés aux administrés se détériorent (55 %, + 10). Une évolution qui traduit bien le sentiment de pénuries de ressources et la sensation que les mauvaises nouvelles se succèdent. Autre fait témoignant des craintes des fonctionnaires territoriaux : près des trois quarts d'entre eux (72 %, + 6) considèrent que « les collectivités locales ne pourront pas remplir leurs nouvelles missions et maintenir le même niveau de prestations sans augmenter les tarifs ou augmenter les impôts locaux » ; à titre de comparaison, seule une courte majorité du Grand public partage cette opinion (53 %).

Concernant l'ouverture de services ou d'équipements plus tard et le week-end plus spécifiquement, près de deux tiers des fonctionnaires territoriaux (62 %, +6) sont en attente d'actions en ce sens afin de renforcer de l'accessibilité aux services publics. Une attente qui fait probablement suite au plan Orsenna pour les bibliothèques.

La fonction publique : un statut que l'on souhaite voir évoluer, mais pas disparaître

A l'instar de ce que l'on observait en février 2017, les fonctionnaires territoriaux (58 %) et les Français (56 %) sont majoritairement favorables à l'évolution du statut de la fonction publique vers plus de souplesse. A l'inverse, 6 % des fonctionnaires territoriaux et 23 % du Grand public souhaitent qu'il soit supprimé, tandis que 36 % des fonctionnaires territoriaux et 21 % des Français voudraient le conserver dans le changer. Des avis qui diffèrent particulièrement selon que l'on se place à gauche ou à droite de l'échiquier politique : ainsi, les sympathisants FI sont plus nombreux à vouloir qu'il soit conservé tel quel (37 %, contre 21 % en moyenne), ceux proches de LREM sont surtout favorables à son assouplissement (61 %, contre 56 % chez l'ensemble des Français) et ceux proches de LR sont plus d'un tiers à souhaiter sa suppression (35 %, contre 23 % en moyenne),

Dans le détail, les fonctionnaires territoriaux comme le Grand public sont une large majorité à approuver la mobilité entre les différents types de fonctionnaires (83 % auprès de ces deux cibles) et l'ouverture de la haute fonction publique à des hommes et des femmes issus d'autres horizons (respectivement 80 % et 82 %). En revanche, notons que le pilier qu'est le concours d'entrée reste important aux yeux de l'ensemble des personnes interrogées : 72 % du Grand public et 61 % des fonctionnaires territoriaux estiment qu'il faudrait maintenir l'accès au mérite par les concours pour le recrutement dans la fonction publique territoriale. La souplesse du statut n'entraîne donc pas la suppression de ce qui fait précisément sa spécificité, une majorité des fonctionnaires territoriaux (73 %) et du Grand public (65 %) s'accordant même à dire qu'il faudrait limiter le nombre de cadres issus du privé qui sont recrutés dans l'administration.

Fiche technique

Echantillon : grand public – 1 000 Français constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Dates de terrain : du 12 au 16 septembre 2018. Echantillon représentatif de la population française. Interrogé par Internet. Méthode quotas : sexe, âge, profession de la personne interrogée, catégorie d'agglomération et région de résidence. Echantillon représentatif des fonctionnaires territoriaux interrogé par Internet. Méthode des quotas : sexe, âge et catégorie d'appartenance.